

Le Conseil national accepte de justesse une aide financière pour faire face à l'inflation. Rien n'est gagné

Le pouvoir d'achat ne tient qu'à un fil

« GUILLAUME CHILLIER

Inflation » Hier en fin de matinée, le Valaisan Philipp Matthias Bregy est aperçu dans l'antichambre du Conseil des Etats. Tout indique que le conseiller national, président du groupe du Centre, est là pour trouver les quelques voix manquantes afin de soulager la population l'an prochain. Quelques minutes auparavant, son conseil acceptait sur le fil deux motions du Parti socialiste et du Centre destinées à renforcer le pouvoir d'achat face à la hausse des coûts de la vie et à l'explosion attendue des primes d'assurance-maladie 2023.

Point de départ «positif» Nécessaires, des votes similaires au Conseil des Etats sont loin d'être garantis. Dans la Chambre des cantons, on souffle qu'il faut encore «retourner» quelques sénateurs centristes qui préfèrent voter contre leur parti. «Il y a même eu des appels pour que certains s'abstiennent lors des votes, ce qui pourrait suffire. Or on n'y est pas encore parvenus», déplore un parlementaire.

Philipp Matthias Bregy ne confirme pas cela. «On y travaille, se limite-t-il à dire. Au Conseil des Etats, les élus sont très sensibles à la question des finances.» Ils n'aiment pas non plus être mis sous pression, ni se sentir obligés de suivre un élan jugé émotionnel, voire populiste à l'orée d'une année électorale.

«Le risque, c'est que le Conseil fédéral, opposé à ces motions, soit assez dissuasif. Mais le Conseil des Etats ne vote que lundi et nous avons donné un



«Il manque la base juridique pour ces mesures et l'argent pour effectuer des dépenses», a dit le ministre Ueli Maurer devant les élus. Keystone

signal aujourd'hui (hier, ndlr)», analyse le Valaisan.

Isabelle Chassot confirme que les votes du Conseil national sont un point de départ «positif». «En cas de non, il n'y aurait jamais eu de repêchage aux Etats. Personnellement, je crois qu'il est absolument indispensable de soutenir les revenus modestes et la classe moyenne», argumente, convaincue, la sénatrice fribourgeoise du Centre. Selon elle, soutenir le pouvoir d'achat, c'est aussi soute-

«Ces votes nous donnent de l'espoir sur certains dossiers»

Baptiste Hurni

nir les consommateurs et donc l'économie du pays. Pour sa collègue de parti Christine Bulliard-Marbach, c'est une question de responsabilité des politiques.

Retour d'ascenseur Au parlement depuis quelques mois, le Centre et le PS jouent à se renvoyer quelques balles sur des questions sociales. Le Centre a soutenu le contre-projet à l'initiative du Parti socialiste pour limiter à 10% du revenu le

montant des primes d'assurance-maladie. Le PS a soutenu le contre-projet à l'initiative du Centre pour freiner les coûts dans le système de santé.

Le deuxième a été approuvé 94 voix contre 91 en juin grâce à une claire alliance gauche-centre. La même qui a permis au Conseil national d'accepter hier les deux motions dans le cadre d'une session extraordinaire initiée par ces deux mêmes partis... A 97 voix contre 95 (deux abstentions), celle du PS pour augmenter de 30% la contribution fédérale à la réduction des primes d'assurance-maladie. A 99 contre 92 (une abstention) celle du Centre pour que la Confédération soit plus généreuse que le Conseil fédéral dans le renchérissement des rentes AVS.

Des votes et de l'espoir

«Nous constatons que sur les thèmes sociaux, il est possible de trouver une majorité avec le Centre», se réjouit le socialiste Baptiste Hurni. Pour peu, le Neuchâtelois évoquerait une alliance «historique». De quoi façonner la fin de la législature? «Ces votes nous donnent de l'espoir sur certains dossiers», rétorque-t-il. Au Centre, c'est moins évident. Pour Philipp Matthias Bregy, «nous sommes principalement d'accord sur la question des coûts de la santé. Mais normalement, nos partenaires restent l'UDC et le PLR.»

Face aux élus, le Conseil fédéral a argumenté. Selon Ueli Maurer, «il manque la base juridique pour ces mesures et l'argent pour effectuer des dépenses». Le gouvernement estime qu'augmenter les subsides de 30% coûterait 1 milliard de francs, «ce qui n'est pas viable».

De nombreux élus PLR, vert libéraux et UDC pensent de même. Certes, le ministre des Finances ne nie pas qu'il puisse y avoir des problèmes existentiels pour certains, «mais nous avons des dispositifs en place, à commencer par les prestations complémentaires ou l'aide sociale». Sans aucun doute, Ueli Maurer sera devant les sénateurs, lundi, avec la ferme conviction de se faire entendre. »